

# La LGV met en ébullition la couronne sud de Poitiers

Nouaillé-Maupertuis, Smarves, Ligugé... Pendant que RFF discute avec les maires, les habitants disent leurs inquiétudes et plantent des banderoles.

**P**as de la LGV ici, non à une LGV qui défigure notre village... comme une traînée de poudre la campagne au sud de Poitiers a vu pousser en moins de quinze jours des panneaux qui refusent le passage de la ligne à grande vitesse Limoges-Poitiers.

Le 30 juin aux Roches-Prémaire, une première réunion à l'initiative de l'association Vivrenclain a réuni plus de deux cents personnes inquiètes de savoir où passerait la voie ferrée.

A la même date, à Smarves, un collectif s'est mis en place qui appelle à signer une pétition contre la LGV. Le maire, Philippe Barrault, a fait afficher en mairie les plans des différents tracés dessinés par Réseau Ferré de France.

Le 11 juillet, le maire de Nouaillé-Maupertuis, Henri Bosq, a pris la mesure du mécontentement des habitants du « Pinier » qui venaient d'apprendre que leur hameau pourrait être touché par la LGV.

A « la Brassaise » de Ligugé, la déclaration du chef de mission de la LGV annonçant (1) que la ligne ne passerait pas sur le lotissement en construction n'a pas apaisé les craintes. A l'occasion d'une réunion en mairie de Ligugé jeudi après-midi, le



Des banderoles hostiles étaient confectionnées jeudi après-midi pendant que le maire de Smarves rencontrait les techniciens de Réseau Ferré de France.

représentant de RFF a présenté plusieurs projets alternatifs, l'un coupant « le Bois-Renard » tout proche, l'autre l'écornant. Un troisième passant plus au large aurait les faveurs des habitants du lotissement mais ne respecterait pas la contrainte imposée à RFF : rallier Limoges à Paris en deux heures pas plus.

Jeudi après-midi toujours, réunion en mairie de Smarves pour discuter des tracés avec

RFF. Ni les habitants ni la presse n'ont été autorisés à entrer.

## Voiture tagguée et banderoles hostiles

Pendant ce temps, sur la place, une voiture d'un technicien de RFF était tagguée et des banderoles confectionnées pour

s'opposer à la ligne à grande vitesse. Un appel était également lancé à se retrouver mercredi 22 juillet à 20 h 30 à la Maison pour tous de Nouaillé-Maupertuis. Objet : lancer les bases d'une association cantonale (voire même plus large) pour s'opposer à la LGV.

Jean-Jacques Boissonneau

(1) A la conférence de presse qui a suivi la réunion des financeurs le 6 juillet à Limoges.

## ••• Vers une association intercommunale

Elle pourrait voir le jour mercredi prochain 22 juillet à la Maison pour tous de Nouaillé-Maupertuis. Ses initiateurs entendent s'opposer au projet de LGV Poitiers-Limoges.

« Plutôt se fédérer à l'échelle du canton que de rester chacun dans son coin. » Cédric Sanglier, militant pour la défense du Bois de Saint-Pierre à Smarves, appelle de ses vœux la constitution d'une association à l'échelle du canton de La Villedieu-du-Clain, voire au-delà.

Sur la place, pendant la réunion entre le maire et RFF, un attroupement se forme sur la place de Smarves. Pour ou contre la LGV ? Les avis sont partagés. Une dame est plutôt pour, mais regrette qu'on n'aborde pas la question du fret qu'elle verrait bien prendre le train plutôt que les camions. Plusieurs adhérents de l'asso-



Discussion impromptue sur la place de la mairie de Smarves entre le président de l'association LEFTES, Christian Barrault (à gauche) et des sympathisants.

ciation LEFTES (1) au contraire disent leur refus d'une ligne dont ils contestent l'utilité sociale et la faisabilité économique. Christian Barrault, président de LEFTES : « Notre

association s'est constituée au lendemain des élections municipales pour développer des animations culturelles un jeudi par mois sur un thème d'actualité. Nous avons également mis en place un observatoire du terri-

toire qui est un lieu d'échanges entre citoyens. »

L'association a pris à bras-le-corps le dossier de la LGV : « Une ligne à voie unique, ni fret, ni ferroutage, sans arrêt entre Limoges et Poitiers pour faire gagner quelques minutes à quelques personnes - 40 minutes en LGV dans un train de riches, 1 h en TER - pour quelle utilité ? Nous sommes contre la privatisation de l'exploitation des lignes. Et nous refusons toute option qui consisterait à dire " tout sauf chez moi ".

Nous appelons à la poursuite de la modernisation du TER. Et nous rejoignons une association structurant les organisations de la Vienne comme de la Haute-Vienne pour exiger l'abandon de la LGV. »

J.-J. B.

La réunion constitutive de l'association cantonale (voire au-delà) se tiendra mercredi 22 juillet à 20 h 30 à la Maison pour tous de Nouaillé-Maupertuis.

## le billet

### Course de vitesse

De Moulisme à Saint-Benoît, en passant par Lussac-les-Châteaux ou Nouaillé-Maupertuis, les habitants s'inquiètent du passage de la ligne à grande vitesse Limoges-Poitiers. Pour ne pas être pris au piège du syndrome nimby (Not in my back yard, Pas dans mon jardin), les collectifs et associations en cours de constitution travaillent sur un argumentaire qui ne se satisfait pas de renvoyer la ligne chez le voisin, mais veut en contester l'utilité à la fois sociale et économique. Les réunions se multiplient. Tout particulièrement au sud de Poitiers. Des particuliers qui, il y a quinze jours encore, ne se connaissaient pas, se donnent rendez-vous. Le succès de leur démarche passe par la mobilisation du plus grand nombre. Au même moment, de Fleuré à Saint-Benoît, Réseau Ferré de France rencontre les maires pour dessiner une zone prioritaire de passage (ZPP) susceptible d'être la moins dommageable possible. RFF se donne jusqu'à la fin de l'automne pour affiner son travail. Avec les habitants devenus opposants, une course de vitesse est engagée.

J.-J. B.

## tours-bordeaux

### Et pendant ce temps...

... Réseau Ferré de France annonce un deuxième tour de consultation pour choisir le concessionnaire de l'autre ligne à grande vitesse appelée à traverser la Vienne du Nord au Sud : la LGV Sud-Europe Atlantique. Un premier tour, ouvert au tout début de l'année 2008 avait permis de sélectionner Eiffage, Bouygues et Vinci. Une seule serait admise à l'issue du second tour. A moins que la crise et l'importance de l'investissement - l'entreprise sélectionnée devra s'engager à hauteur de la moitié de 7,5 milliards que coûterait le projet - n'imposent une mise en commun des moyens techniques, humains et financiers des trois groupes de travaux publics. Sans attendre, RFF va engager les acquisitions foncières entre Tours et Angoulême.